



**ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC**

**EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)**

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 31 990 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE les centres de la petite enfance (CPE) et les services éducatifs en milieu familial basent leurs interventions sur le programme éducatif *Accueillir la petite enfance*, fondé notamment sur des principes d'apprentissage par le jeu;

CONSIDÉRANT QUE les CPE et les services éducatifs en milieu familial offrent un soutien à la parentalité, par des échanges quotidiens et de l'accompagnement personnalisé;

CONSIDÉRANT QUE les CPE et les services éducatifs en milieu familial sont des environnements adaptés et sécuritaires – notamment parce qu'ils offrent du matériel éducatif spécialisé, la vérification d'absence d'empêchement et l'inspection régulière de modules extérieurs – et qu'ils constituent des milieux de vie ayant des impacts significatifs sur le développement global des enfants, grâce à des pratiques respectueuses du rythme individuel de chacun;

CONSIDÉRANT QUE les CPE et les services éducatifs en milieu familial offrent une plage horaire de 10 heures par jour et un service en continu pendant toute l'année;

CONSIDÉRANT QUE les CPE et les services éducatifs en milieu familial effectuent, dès le jour un, des observations permettant le dépistage précoce de troubles pouvant affecter le développement global des tout-petits;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

- de reconnaître l'expertise des CPE et des services éducatifs en milieu familial;
- de mettre fin au projet de déploiement universel des maternelles 4 ans et de se concentrer sur l'accessibilité et le renforcement des milieux déjà existants qui sont aptes à soutenir l'acquisition des habiletés essentielles pour une entrée réussie à l'école à 5 ans.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.


Véronique Hivon, députée de Joliette

18/03/2019
Date de signature de l'extrait